

ont aidé, par leur travail et leur spécialité, à enrichir le patrimoine national.

Tous ces gens, qu'on interroge aujourd'hui, n'ont jamais méprisé le gouvernement libéral qui les a aidés à trouver une nouvelle mère-patrie. Ils sont heureux, contents et satisfaits de leur régime de vie, de la liberté dont ils jouissent et des droits et privilèges dont ils bénéficient.

Pour ma part, j'ai dans ma circonscription environ 6,000 électeurs italiens, quelque 1500 électeurs polonais et ukrainiens, et je ne les ai jamais entendu critiquer le gouvernement libéral qui les avait aidés, ni parler de la désinvolture et de l'indifférence des dirigeants du parti libéral à leur endroit.

Je comprends que l'honorable député de Joliette-L'Assomption-Montcalm a plutôt voulu parler de la minorité canadienne-française qui se plaint de ne pas avoir sa part des avantages prévus dans le pacte confédératif.

Comme il le disait d'ailleurs dans son exposé, dans certains cas, c'est fondé, alors que, dans d'autres, il ne s'agit que de simple préjudice. Il y a peut-être du vrai dans ce que l'honorable député a affirmé, mais cependant, je puis lui dire que le mouvement séparatiste dans le Québec n'est pas dû tellement à des faits antérieurs qui ont pris naissance dans le gouvernement libéral, mais plutôt au recouvrement de la liberté par les citoyens du Québec le 22 juin 1960, ce dont ils avaient été privés durant 16 ans.

Espérons cependant que les griefs de ce groupement, s'ils sont fondés, se régleront dans l'harmonie et la justice.

Cependant, le premier ministre aurait pu tempérer le mouvement des séparatistes du Québec en instituant une enquête sur le bilinguisme au Canada, au lieu de prononcer un non catégorique à cette demande.

Qu'on le veuille ou non, la langue française, à mon avis, jouit d'une grande importance aujourd'hui dans les relations internationales. Les peuples des pays d'Afrique, comme ceux de plusieurs pays d'Asie, parlent français et la langue française est plus employée que la langue anglaise dans les échanges diplomatiques et internationaux.

Et pour prouver ce que j'avance, voici ce que disait l'honorable ministre des Affaires extérieures (M. Green), hier, à Montréal, aux membres du Canadian Club, comme en fait foi *Le Devoir* de ce matin:

Le Canada peut jouer un rôle de premier plan dans l'aide aux nouvelles nations francophones de l'Afrique. C'est en ces termes que le ministre des Affaires extérieures du Canada, l'honorable Howard Green, lançait hier un discret appel à la collaboration des Canadiens français au prestige international de notre pays.

M. Green, qui parlait aux membres du Canadian Club de Montréal, s'est attaché à exposer la position qu'occupe le Canada dans «le monde de 1962».

Si le Canada doit jouer un rôle auprès des nations francophones de l'Afrique, ce devoir n'appartient pas seulement aux Canadiens français, mais aussi aux Canadiens anglais. Nous voulons que tous les citoyens de ce pays partagent le rôle bienfaisant que le Canada doit jouer en Afrique, comme dans d'autres pays étrangers.

Je voudrais, monsieur l'Orateur, traiter maintenant d'un autre sujet. Je veux inciter mes collègues conservateurs du Québec à ne pas détourner l'attention des électeurs québécois, lors des prochaines élections, de questions vitales qu'ils ont exploitées à grand frais en 1957-1958. Il faudra bien que mes collègues conservateurs leur rappellent que le Canada n'a pas encore, aujourd'hui, d'ambassadeur auprès du Vatican. On a reproché au parti libéral de n'avoir rien fait en ce sens, et, le trémolo dans la voix, on nous représentait au peuple comme étant presque des impies parce qu'on ne faisait pas une telle nomination.

On rattachait cette question à des motifs religieux, plutôt qu'à des relations diplomatiques de bonne entente.

Une autre question aussi que nos collègues conservateurs du Québec voudront bien ne pas oublier de mentionner au peuple, c'est celle qui a trait à la contribution que fournit le Canada aux pays sous-développés en vertu du Plan de Colombo.

En effet, monsieur l'Orateur, on relève dans le discours du trône une phrase qui se lit ainsi:

On vous invitera aussi à voter des fonds pour la continuation du programme canadien d'aide extérieure.

Lors des élections de 1957 et 1958, ils ont traité cette question en leur faveur: Sous l'égide de leur grand maître de l'époque, le chef de l'Union nationale, et s'appuyant sur le slogan d'alors, à l'effet que Duplessis donnait à sa province et les libéraux aux étrangers.

Ils ont répandu toutes sortes de faussetés. Encore le trémolo dans la voix, les conservateurs du Québec prétendaient que les libéraux donnaient tout à l'étranger pendant que le peuple du Québec gémissait sous le poids des taxes, et qu'avec cet argent plusieurs projets pouvaient être réalisés au Canada. Ils oubliaient, cependant, de donner le vrai motif de cette aide aux pays sous-développés, lequel est d'aider ces peuples à sortir de la misère et les empêcher de devenir des victimes de la doctrine communiste.

Il faudra dire au peuple que le présent gouvernement a continué la même politique que le gouvernement libéral précédent, qu'il